

19 octobre 2007

Producteurs de bois Vente en chute libre

La crise forestière continue de faire mal aux producteurs privés. Depuis trois ans, les ventes sont en constante diminution et le syndicat déplore le manque de soutien du gouvernement envers la forêt privée.

Au cours des trois dernières années, les ventes du syndicat sont passées de 20 millions à 10 millions de dollars. La situation est loin de se résorber. La semaine dernière Temrex fermait son usine de Saint-Alphonse pour une durée indéterminée. Depuis trois semaines, l'industriel du sciage GDS n'achète plus de bois.

Le président du syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie, Berthold Gagné, estime que ces pertes correspondent à la perte de 325 emplois au salaire moyen de 30 000 \$ par année.

Le syndicat tente de maintenir ses liens d'affaires avec des clients importants comme Uniboard de Sayabec. La cause est toutefois devant les tribunaux. Le fabricant de panneaux de particules de bois de Sayabec estime que le prix d'achat est beaucoup trop élevé.

Les producteurs ont tout de même réussi à négocier un nouveau contrat avec l'entreprise néo-brunswickoise UPM. Le bois gaspésien sera exporté en Finlande le printemps à partir du port de Belledune. Le directeur général du syndicat, Jean-Pierre Rivière, précise qu'il s'agit d'un contrat de 600 000 \$. « On parle de 12 000 tonnes de bouleau, bouleau blanc et bouleau jaune en longueur de huit pieds. C'est du bois de trituration c'est-à-dire du bois pour la pâte », explique M. Rivière.

Cette entente est un baume pour le syndicat qui soutient que le gouvernement n'investit pas assez dans la mise en valeur de la forêt privée gaspésienne.

Cette année, Québec a versé 5 millions de dollars pour des travaux sylvicoles. De ce montant, la Gaspésie n'a reçu que 113 000 \$. « Ça va certainement prendre des budgets additionnels », fait valoir Berthold Gagné. Le syndicat entend d'ailleurs demander plus l'an prochain. [Radio-Canada](#)

Démantèlement de la Gaspésia 24 propositions sur la table

La Société de développement économique et industriel de Chandler (SDEIC) a reçu 24 soumissions pour les actifs de la Gaspésia.

La Corporation a confié l'analyse des offres à la firme Raymond, Chabot, Grant, Thorton qui effectuera ce travail au cours du prochain mois. Les partenaires de la SDEIC, le Fonds de solidarité des travailleurs de la FTQ et la Société générale de

financement (SGF) lui ont demandé de ne pas divulguer les détails des offres reçues.

Le maire de Chandler Claude Cyr indique toutefois que les propositions sont très dissemblables l'une de l'autre. Certaines incluent la démolition de l'usine et d'autres la décontamination ou la restauration du site. Claude Cyr indique que la valeur des équipements, parfois tout à fait neufs, est estimée à 200 millions de dollars, mais que la Corporation espère en tirer 25 millions tout au plus.

La reconversion du bâtiment qui abritait l'usine est désormais tout à fait exclue. L'édifice sera rasé et la population pourra retrouver une vue imprenable sur le golfe. Seul le bâtiment adjacent, où l'entreprise PGE s'était installée, sera conservé puisqu'il pourra être vendu.

L'ancienne usine d'Abitibi-Consolidated a fait l'objet d'un projet de modernisation, piloté par un consortium formé de Tembec, de la SGF et du Fonds de solidarité des travailleurs de la FTQ. Le projet évalué au départ à 465 millions avortera en raison de dépassements de coûts de plus de 200 millions de dollars. Plus de 370 millions ont été engloutis dans le chantier de la Gaspésie qui a abruptement pris fin en janvier 2004. [Radio-Canada](#)

Morue

L'industrie privilégie l'élevage

L'élevage en captivité demeure la piste de solution privilégiée pour relancer l'industrie de la morue. Une centaine d'experts sont réunis cette semaine à Terre-Neuve, pour discuter des perspectives d'avenir de cette industrie.

L'industrie de la morue au Canada a encore beaucoup de difficulté à se relever, 15 ans après l'imposition du moratoire sur la pêche. L'élevage de la morue demeure très modeste au pays. L'industrie canadienne prévoit produire moins de 200 tonnes cette année.

On est loin de la production des pays nordiques, comme la Norvège, qui produit annuellement 10 000 tonnes de morue. Le financement constitue un problème, selon le président de l'association aquacole de Terre-Neuve-et-Labrador, Cyr Couturier.

« On est probablement au même niveau technologique que la Norvège ou même l'Islande, mais ce qui manque ici au Canada, probablement, c'est de l'argent pour mettre en marche de grosses fermes de production de morue. Tout ce qu'on a maintenant, c'est vraiment des petites fermes de 5000 à 10 000 ou 20 000 morues. Ce n'est pas à l'échelle commerciale », explique M. Couturier.

L'industrie canadienne aurait besoin de 10 à 15 millions de dollars pour démarrer un élevage commercial. Toutefois, les investissements, tant publics que privés, demeurent très modestes.

Alors qu'en Norvège, l'industrie reçoit 100 millions de dollars par année, au Canada, elle obtient moins de 4 millions de dollars.

Sébastien Plante, délégué de l'Institut de recherche sur les zones côtières de Shippagan, rappelle qu'il faut aussi relever des défis scientifiques pour accélérer la production des élevages.

« Pour le saumon, par exemple, on peut avoir un poisson dans 16 ou 18 mois. Une morue, on parle encore de deux à trois ans. Donc, si on peut réduire ce temps, ce serait déjà un gros plus pour l'industrie », indique M. Plante.

L'industrie canadienne garde encore espoir. Elle souhaite que les exemples de succès dans les pays nordiques inspirent confiance aux bailleurs de fonds. [Radio-Canada](#)

Laurence Jalbert prêt son talent à une autre cause à Gaspé

Laurence Jalbert présentera pour l'occasion les pièces de son dernier album, Tout porte à croire, lancé le 9 octobre.

La Fondation espère amasser 10 mille dollars. Jonathan Savage, lui aussi originaire de Rivière-au-Renard, assurera la première partie et viendra chanter sur scène avec Laurence Jalbert. Le spectacle débute à 20 heures, à l'auditorium de la polyvalente de Gaspé. Même si la populaire rouquine épouse déjà de nombreuses causes, elle ne s'est pas fait prier longtemps avant d'accepter l'invitation de la fondation, qui touche directement famille et amis.

"Normalement, quand j'ai une demande de spectacle dans ce genre-là, c'est toujours oui, parce que c'est important pour moi. Les artistes, on n'est pas seulement juste des gens qui vont demander au public, venez nous voir en show et achetez nos albums, ce n'est pas que ça. Je suis très reconnaissante envers ces gens-là, justement qui viennent me voir en show et qui achètent mes albums, je sais que je suis une privilégiée, donc je rends tout simplement à la vie ce que la vie me donne au fond," raconte Laurence Jalbert, rencontrée à Gaspé, jeudi.

Pour ce qui est d'une autre cause parrainée par Laurence Jalbert, la levée de fonds de la Croix-Rouge pour les sinistrés de Rivière-au-Renard et Corte-Real, 1 million 600 mille dollars ont été amassés jusqu'à maintenant, sur un objectif de 2 million et demi. [CHAU-TVA](#)

L'UMQ souhaite voir le portrait du secteur forestier changer

L'Union des municipalités du Québec demande au gouvernement du Québec de donner un réel coup de barre pour changer le portrait forestier de la province.

L'association, dont fait notamment partie New Richmond, souhaite que le gouvernement profite du Sommet sur l'avenir du secteur forestier québécois, en décembre, pour engager l'ensemble des acteurs dans une vision renouvelée de la foresterie.

L'Union des municipalités du Québec souhaite l'élaboration d'un régime ouvert à l'innovation. L'organisation demande aussi que soient privilégiées les deuxième et troisième transformations sur place dans une optique de développement durable.

Selon l'UMQ, il est essentiel que l'industrie et le milieu municipal définissent ensemble les bases du développement du Québec et des communications locales. L'union donne son appui à la Déclaration de Solidarité rurale du Québec qui demande à l'État de reprendre le contrôle du patrimoine forestier collectif aménagé actuellement à 97 % par des industriels forestiers. [Radio-Gaspésie](#)

Traitement à la maison

Les physiothérapeutes de la Gaspésie arrêteront ce soir de traiter les accidentés du travail prestataires de la CSST.

Ils veulent que la Commission de la Santé et de la Sécurité du Travail ajuste ses tarifs de 32 à 48 dollars par traitement administré aux travailleurs indemnisés par la CSST.

Les propriétaires de cliniques demandent que le ministre fédéral du Travail nomme un médiateur dans ce dossier. Ils considèrent que le lien de confiance avec la CSST est brisé. Avant de se rasseoir à la table des négociations, ils veulent aussi un rehaussement de tarif à 35 dollars le traitement, comme ce que la CSST leur avait promis l'an dernier.

Le représentant régional des physiothérapeutes, Daniel Dumais, soutient que les patients auront la possibilité d'exécuter leur programme à la maison et auront droit à un suivi téléphonique :

Les physiothérapeutes chargent en moyenne entre 55 et 65 dollars l'heure par traitement pour un client régulier. Pour un client prestataire de la Société d'assurance automobile du Québec, ils reçoivent de l'État 31 dollars mais ont la possibilité de charger un tarif supplémentaire à leur patient, ce qui est impossible avec la CSST.

Les physiothérapeutes demandent aussi à la CSST d'établir une formule de continuum de soins pour aider les patients qui ne suivent pas la procédure normale de réadaptation à guérir plus vite et éviter qu'ils aient recours trop longtemps à des prestations de CSST. [CIEU-FM](#)

Ça suffit!

L'Union des producteurs agricoles de la Gaspésie veut que cesse les pressions faites sur le milieu agricole pour dézoner des terres arables.

Le regroupement veut s'assurer qu'il ne soit plus permis de réduire la superficie de terres agricoles. L'UPA veut aussi que des mesures soient mises en place afin de combler les pertes que les agriculteurs pourraient subir pour des affectations à caractère communautaire.

La présidente de l'Union régionale des producteurs agricoles, Nicole Lapointe, soutient qu'il est important de préserver les terres agricoles, compte tenu qu'elles représentent la base de la chaîne alimentaire :

Hier, en marge d'un forum organisé par l'Union des municipalités du Québec, à Montréal, la ministre des Affaires municipales et des Régions, Nathalie Normandeau, a dit croire que le temps était venu de revoir la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme ainsi que la Loi sur la protection du territoire agricole.

Tout en reconnaissant que les producteurs agricoles avaient raison de vouloir protéger les terres contre l'étalement urbain, la ministre Normandeau a fait valoir que le milieu municipal exprimait une frustration tout aussi légitime devant le refus de la Commission de protection du territoire agricole lorsque vient le temps de dézoner des terres.

Selon la Presse canadienne, la ministre Normandeau a ajouté que plusieurs régions étaient aux prises avec des déficits démographiques et qu'elles devaient avoir une plus grande marge de manoeuvre pour se développer afin d'assurer une rétention de la population sur le territoire. [CIEU-FM](#)

Cartier choisit Borea

Cartier énergie éolienne choisit Borea comme constructeur du parc éolien de Carleton.

Borea est une entreprise détenue partiellement par Pomerleau, de Saint-Georges-de-Beauce ainsi que DH Blattner and sons, dont le siège social se trouve au Minnesota.

Comme contracteur général, Borea est donc chargé de la construction des routes ainsi que la fondation et l'implantation des éoliennes.

Le consortium obtient environ 50 millions de dollars pour remplir son contrat et se tirer une marge de profit. Cartier énergie éolienne exige de Borea que le parc de Carleton soit construit à 70 % par de la main-d'oeuvre et de l'équipement provenant de la Gaspésie et de la MRC de Matane.

Le directeur des Affaires publiques chez Cartier énergie éolienne, Luc Leblanc, explique que le constructeur devra privilégier des entrepreneurs de la Baie-des-Chaleurs :

La construction des chemins devraient s'amorcer dès après la chasse à l'original à la carabine, la semaine prochaine. Au total, la construction du parc éolien de Carleton nécessite un investissement de 170 millions de dollars. L'été prochain, en période de pointe, environ 325 personnes devraient travailler sur le chantier.

Par ailleurs, le contrat de construction du poste de transformation est octroyé à TCI-Transselect. [CIEU-FM](#)